

LA MONDIALISATION
ECONOMIQUE.
QUELLES PERSPECTIVES
POUR LES PAYS EN
DEVELOPPEMENT ?
LE CAS DE L'ALGERIE.

Professeur Mohamed SARI
Faculté de sciences
économiques et de gestion,
Annaba.

ملخص:

العولمة ظاهرة تمس كل الدول، التي ترغب على إقتصاداتها الوطنية الخضع لقوانين السوق العلمي. فإذا كانت الدول المتطورة قادرة على التأقلم، فبالمقابل فإن الدول السائرة في طريق النمو و نظرا لضعف إقتصاداتها، قد تتعرض لأزمات إقتصادية و مالية متكررة.

و من خلال هذه المداخلة، في إطار العولمة الاقتصادية سنحاول توضيح ما هي الميكانيزمات التي تؤدي إلى هاته الأزمات خاصة في الدول البازيزة، و في أفق نمو دائم و مستمر نسبيا، فإن ضرورة الاحتفاظ بالقليل من الكفاية الذاتية الاقتصادية لمواجهة الليبراليزم المطلق. ولهذا السبب نقدم بعض الاقتراحات تتعلق بحالة الجزائر.

Résumé

De nos jours, la mondialisation touche de plus en plus de pays, tenus de soumettre leur économie nationale aux lois du marché mondial. Si les pays développés arrivent à s'adapter, par contre les pays en développement, eu égard à leur vulnérabilité, risquent de se trouver en prise à d'incessantes crises économiques et financières.

A travers cet article, dans le contexte de la mondialisation économique, nous tentons de montrer quels sont les mécanismes qui ont conduit aux crises, particulièrement, dans les pays émergents. Et dans la perspective d'un développement relativement stable et durable, la nécessité de conserver un minimum d'autonomie économique face à l'ultralibéralisme. A cet effet, des propositions sont avancées dans le cas de l'Algérie.

INTRODUCTION.

La mondialisation est un processus intégratif. Il intègre les économies dont le fonctionnement est régi par les lois du marché mondial. En ce sens, elles se mondialisent. Néanmoins, les avis sont partagés quant à la nature de ce phénomène et ses conséquences sur les économies, en particulier, en développement. Pour les uns, il est bénéfique, car il oblige à plus de rigueur dans la gestion nationale des affaires, pour les autres, il multiplie les inégalités entre pays et leur sein.

Ces derniers constats apparaissent, fréquemment, à travers les rapports des institutions multilatérales. Et si le processus de mondialisation n'est pas remis en cause, les réflexions s'intensifient pour trouver des solutions, surtout après les graves crises qui ont secoué les économies émergentes.

Dans cet article nous nous pencherons sur deux axes, le premier relatif à la nature de la mondialisation et le rythme de sa propagation, le second portera sur leurs retombées négatives dans les pays en développement et les possibilités locales d'une meilleure maîtrise du développement économique, où le rôle de l'Etat est crucial. Une application en sera faite pour l'Algérie.

1-LA MONDIALISATION : ENTRE L'UTOPIE ET L'HISTOIRE.

La notion de mondialisation est sujette à de multiples interprétations. A travers celles-ci, fondamentalement, il y a deux visions : une, d'essence welfariste, l'autre, impérialiste.

1.1-La mondialisation d'essence welfariste.

Cette approche de la mondialisation a ses racines dans les théories classiques et néo-classiques du commerce international. Le principe de base est le libre-échange, à l'échelle mondiale, générateur de bien-être (welfare) pour tous les pays co-échangistes. Initialement, On a délimité cette liberté aux seuls mouvements des marchandises, par la suite, on l'a étendu aux capitaux.

-La mondialisation en termes de marché.

Dans ce courant mondialiste welfariste, le premier théoricien à raisonner, de manière rigoureuse, en termes de marché sur lequel s'exprime une demande mondiale, mais satisfaite par une offre nationale, fût D. RICARDO. Ainsi, selon les conditions de production qui prévalent dans chaque pays candidat aux échanges internationaux, résumées à la productivité du facteur travail, tout un chacun à la possibilité de se spécialiser dans un produit donné, quel que soit le niveau relatif de sa productivité. Il pourrait, alors, satisfaire tant la demande intérieure que la demande étrangère, bref, la demande mondiale. Plus encore, à travers son modèle à deux pays et deux produits, l'auteur tente de montrer que la participation de chacun d'eux au commerce mondial accroît le bien-être général, par l'augmentation des quantités produites donc consommées, relativement à leur non-participation, à savoir s'ils adoptaient un comportement économique autarcique.

Les successeurs de D. RICARDO, particulièrement les néo-classiques, ont amené des enrichissements et des aménagements à son modèle. Ils ont essayé de mieux préciser les conditions de la production et donc de l'offre sur le marché mondial, lesquelles sont celles de la spécialisation internationale. HECKSHER, OHLIN et SAMUELSON ont considéré plusieurs facteurs de production, VINER s'est penché sur un modèle à plusieurs pays et plusieurs produits, FINDLAY et GRUBERT ont pris en compte le progrès technique tandis que RYBCZYNSKI et plus encore, HICKS, se sont focalisés sur la variation des productivités, en dynamique (1).

Il s'agit de théoriciens du commerce pur, imprégnés de la tradition ricardienne et, surtout, de ses hypothèses. Parmi celles-ci, il en est une qui était démentie, de manière flagrante, par les faits : l'immobilité internationale du capital. Des chercheurs ont modifié cette hypothèse, eu égard à l'ampleur des mouvements de capitaux.

-La mondialisation en termes de production : la mobilité du capital.

D'après les partisans néo-classiques du welfarisme, le mouvement international des capitaux est suscité par la nécessité de l'allocation optimale des ressources entre nations, aux effets bénéfiques.

Dans le cadre de l'équilibre général, MUNDELL justifie la mobilité internationale du capital par les entraves limitant la mobilité des marchandises. A titre d'exemple, un droit de douane élevé est susceptible de modifier les prix relatifs internationaux, avantageant la production locale au détriment des importations. Pour contourner cette contrainte, le pays subissant le préjudice commercial : réduction de ses exportations de marchandises, exportera ses capitaux, vers le pays initialement importateur. Par cette réallocation de ressources productives, l'équilibre international se restaurera par les prix (2). En définitive, c'est le différentiel de la rémunération du capital qui est la source de son déplacement, à l'échelle mondiale.

Ce type d'approche macro-économique est relayé par d'autres, au niveau micro-économique. Ainsi R.VERNON explique les investissements entrepris par les firmes américaines à l'étranger, par la volonté de défendre leur part de marché mondial, grâce à l'avantage Technologique qu'elles ont acquises dans le pays d'origine. En agissant ainsi, selon l'auteur :

«.... l'entreprise multinationale contribue substantiellement au bien-être mondial, si ce bien-être se mesure en termes économiques. » (3) .

Et P.R. KRUGMAN de renchérir et préciser, pour les rapports économiques nord-sud :

« investir dans les pays du tiers-monde élève la productivité de leur économie (et) a peu de chances en soi de faire régresser les niveaux de vie dans le premier monde. » (4).

A travers les théories orthodoxes des relations économiques entre pays, on y trouve les conditions tant de la mondialisation du marché, du point de vue de la demande, que celle de la production. Il s'agit là des conditions de la mondialisation économique avec sa finalité : l'élévation du bien-être pour tous. Sur le plan strictement économique, les arguments sont séduisants, mais les scénarios de la mondialisation économique sont-ils, réellement, tels que les imaginent les brillants théoriciens classiques et néo-classiques ? Ou ne sont-ils qu'une utopie ? Et ils le sont.

D'abord, parce que le postulat qui veut que tout pays ait la possibilité de produire les mêmes gammes de biens que les autres,

particulièrement, dans l'industrie, est erroné. En effet, les pays en voie de développement ne peuvent fabriquer les mêmes produits que les Etats-unis, le Japon ou l'Allemagne. Leur éventail de choix est extrêmement restreint. C'est une question d'histoire. Ensuite, parce que l'autre postulat de la spécialisation a-priori, ou étudiée au mieux des intérêts des uns et des autres, est erroné. Là aussi, c'est une question d'histoire.

L'évolution des sociétés, orientée par l'Etat, a fortement contribué à la création des « avantages comparatifs ». A ce propos, P.R. KRUGMAN, pourtant fortement imprégné par l'orthodoxie économique, ne pourra que le reconnaître. Il dira :

« Mais il est certain que, même si la théorie des économies externes est ancienne (elle remonte à Marshall), les développements récents de l'analyse des échanges internationaux mettent de plus en plus l'accent sur le rôle de l'histoire, du fait accidentel et de la politique gouvernementale dans la création des tendances du commerce international. » (5).

Le mot est lâché: l'histoire, mais pour l'auteur de cette citation, elle est relative surtout à l'interventionnisme de l'Etat qui lui fait craindre le protectionnisme destructeur. Néanmoins, le genre d'histoire qu'on va évoquer est celui de la formation de l'économie mondiale sous l'égide des grandes puissances, en ce sens la mondialisation économique a un caractère impérialiste, loin de bénéficier à l'ensemble des pays.

1.2-La mondialisation d'essence impérialiste.

A l'époque où D. RICARDO réfléchissait sur le principe de la spécialisation internationale (fin 18^e début 19^e siècle), l'Angleterre agrandissait son empire et restructurait les pays conquis, selon sa propre vision de la division internationale du travail. En Inde, elle étouffa l'industrie des textiles, s'accapara des équipements et de leur mode d'utilisation. D'exportateur net de textiles, ce pays devint importateur net vis-à-vis de l'Angleterre. Cette inversion de spécialisation amena C. CIPPOLA à ironiser de la sorte :

« C'est une chance pour l'Angleterre qu'aucun RICARDO indien ne se soit dressé pour convaincre les Anglais que, selon la loi des coûts comparés, il serait avantageux pour eux de se faire bergers et d'importer d'Inde tous les textiles dont ils auraient besoin. Au contraire, l'Angleterre fit voter toute une série de décrets visant à empêcher l'importation des textiles indiens, en conséquence de quoi on obtint quelques « bons résultats ». (6).

Ces faits, et bien d'autres, montrent que l'économie mondiale, depuis au moins le 16^e siècle, a toujours été dominée par les grandes puissances capitalistes avec, cependant, des formes renouvelées, eu égard au niveau de développement économique atteint.

-Du fondement impérialiste de la mondialisation.

Cet aspect a été étudié initialement par un libéral, HOBSON, dans un ouvrage intitulé « Imperialism », publié à Londres, en 1902, mettant en relief l'intérêt financier comme facteur déterminant de l'expansion impérialiste. Par la suite, le courant marxiste s'est emparé de ce thème. Ses théoriciens pensent, chacun de son point de vue, que la pérennité de l'accumulation élargie du capital, au niveau des puissances économiques, nécessite de vastes régions économiques étrangères.

Pour Rosa Luxembourg, elles constituent les débouchés où pourra se réaliser l'excès de plus-value en raison des conditions de la demande interne aux économies avancées :

« Qui donc, dira-t-elle, achètera, consommera la portion de marchandises dont la vente rendra seule possible l'accumulation ? Une chose est claire : ce ne serait ni les ouvriers, ni les capitalistes eux-mêmes » (7).

Quant à I.V. LENINE, il se focalise sur la tendance à la suraccumulation du capital, réduisant d'autant le taux de profit, susceptible de provoquer la crise économique. Elle susciterait, alors, la dévalorisation d'une partie du capital productif, avec ses implications socio-économiques négatives -faillites, chute de la

production, chômage,...etc.-, dans les économies capitalistes. Afin d'éviter la chute du taux de profit, les détenteurs de capitaux les transféreront dans les économies sous-capitalisations offrant des opportunités d'investissement juteuses. Sur ce point, on constate combien l'intérêt privatiste rejoint l'intérêt général : en investissant à l'étranger, le capitaliste maintient le profit à un taux rémunérateur dans son pays d'origine, l'éloignant de la sorte du spectre de la crise économique.

Les deux thèses se complètent. Elles montrent l'inéluctabilité de la mobilité internationale des marchandises et du capital, donc l'indispensable mondialisation du marché et de la production pour la poursuite de l'accumulation du capital dans les pays avancés. Si entre eux, les échanges sont plus ou moins équilibrés et stimulants pour leurs activités économiques respectives, avec les pays arriérés, ils établissent des rapports de domination. D'une manière ou d'une autre, ils se traduisent par un modelage des structures socio-économiques des pays dominés, favorisant une spécialisation internationale répondant aux besoins des économies dominantes, à moindres coûts.

Ainsi, depuis longtemps, les échanges mondiaux sont loin de profiter à tous les pays, si ce n'est aux puissances occidentales, du fait du dynamisme interne de leur économie lié à l'accumulation intensive et rapide du capital. Il les pousse à élargir incessamment leurs sphères d'influence, par le biais de la domination économique et le contrôle des ressources économiques, hors de leurs frontières territoriales. Ce comportement a été encouragé, idéologiquement, et l'est encore ; le doctrinaire J. FISKE dira, déjà, en 1845, avant que ne s'imposent les Etats-Unis d'Amérique :

« ...la race qui a obtenu le contrôle de l'Amérique du Nord doit devenir la race dominante du monde et ses idées politiques doivent prévaloir dans la lutte pour la vie » (8).

Après un siècle et demi, c'est chose faite. Aujourd'hui, l'Etat américain commande le monde et lui impose une seule vision économique : le libre-échange.

-Les nouvelles conditions de la mondialisation.

De nos jours, la mondialisation est un processus qui se déroulent dans des conditions technologiques, managériales, financières et géoéconomiques inédites.

Sur le plan technologique, les avancées sont fulgurantes dans les domaines de l'électronique, la robotique avec, en 1994, 610000 robots industriels opérationnels (9), la communication, le traitement de l'information et les transports. L'utilisation de ces technologies accroît la masse de biens et de services grâce à la hausse de la productivité. On a calculé (10) que pour la quantité de biens produite par un travailleur, durant sa vie active, soit 100000 heures, au milieu du 20^e siècle, il n'en fallait plus que 10000 heures, vers la fin du siècle et on prévoit qu'en 2025, 1000 heures suffiront à un travailleur pour produire cette même quantité de biens. Ces extraordinaires performances innovatrices sont le fruit de la recherche fondamentale et, surtout, la recherche-développement à laquelle les pays de l'OCDE ont consacré, en 1998, 2,18% de leur PIB, soit 90% de la dépense mondiale en R/D (11).

Quant à l'aspect managérial, il implique les entreprises et les institutions financières qui, originaires des pays occidentaux, ont acquis une telle envergure, qu'elles monopolisent les activités productives, commerciales et financières, à travers le monde. En l'an 2000, alors que le commerce extérieur des Etats-Unis a été de 1100 milliards de \$, à l'étranger, les ventes des filiales des firmes américaines ont atteint les 2900 milliards de \$ et, en Europe, emploient 4,4 millions de travailleurs. En retour, les filiales des firmes européennes font travailler 5% de la population active, aux Etats-Unis, soit 7 millions de personnes (12). Déjà grandes, leur taille ne cesse de croître par le biais des fusions et acquisitions dont la valeur est passée de 700 milliards de \$ à 2400 milliards de \$, de 1988 à 1998 (13). A l'évidence, ce déploiement des entreprises n'a pu se réaliser qu'avec la logistique financière de banques et autres institutions financières ayant la même envergure mondiale.

Du point de vue financier, la libéralisation qui a été engagée aux Etats-Unis, au début des années 80 (14), s'est étendue en Europe. Elle s'est traduite par une expansion de leurs marchés financiers avec un degré d'intégration plus élevé, favorisant la libre circulation des

flux financiers entre eux et en d'autres points du globe, facilement accessibles, à des fins de financement des investissements ou spéculatives. Avec le temps, ces places financières sont devenues plus attractives du fait des gains obtenus suite aux divers placements dans les titres. Ainsi, la capitalisation boursière mondiale a augmenté de 1400 à 17000 milliards de \$, de 1975 à 1995 (15). L'attrance pour ce type de marchés est, en grande partie, lié au dynamisme des investisseurs institutionnels : caisses d'épargne et fonds de placement qui, en 1996, ont gérés 26000 milliards de \$ (16).

Ces bouleversements tridimensionnels génèrent une plus grande masse de biens, de services et de capitaux, relevant fortement des entreprises et des institutions financières, de taille mondiale, dont les stratégies de croissance ne s'accommodent plus du protectionnisme économique national. Elles exigent un ensemble plus vaste que l'assise territoriale d'un pays, ou une nouvelle configuration géoéconomique, où les économies nationales se fondront dans un espace économique homogénéisé en vertu des règles du libre-échange.

En la matière, il est très intéressant de voir comment, en Europe, se sont opérées ces reconfigurations et leurs modalités de fonctionnement, eu égard aux attentes grandissantes des opérateurs économiques et financiers. En 1957, 6 pays ont créé la Communauté économique européenne (CEE), après 10 années, en 1967, elle devint la Communauté européenne (CE) laquelle a englobé d'autres pays. Si chacun a conservé certaines spécificités nationales, collectivement, ils se sont entendus sur des mesures d'ordre monétaire, avec ce dispositif qu'a été le serpent monétaire, agricole, avec la mise en place de la politique agricole commune (PAC), et autres, permettant de stimuler la production et sa commercialisation avec mobilité accrue des capitaux, au sein de la CE. En 1993, il y a eu sa refondation dans un cadre élargi, basé sur le principe de la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux : l'Union européenne (UE). En 1996, elle a rassemblé 15 pays avec 371 millions d'habitants et un produit intérieur brut (PIB) atteignant les 7232 milliards de \$. Plus tard, en l'an 2002, suite à l'accord de Maastricht (1992), ces pays se sont dessaisis de leur monnaie respective au profit d'une monnaie unique : l'euro. Il s'agit d'une intégration régionale inédite très poussée, tendant à devenir continentale.

Avec un degré d'intégration moindre, un mouvement similaire s'est enclenché dans les Amériques. Au nord, en 1989, il y a eu constitution de l'Association de libre échange (ALE) entre les Etats-Unis et le Canada, devenue l'Association de libre échange nord-américain (ALENA) et rendue opérationnelle, en 1994, avec un nouveau membre : le Mexique. En 1996, dans cet espace économique, le PIB a été de 7553 milliards de \$ pour une population de 390 millions de personnes. Au sud, en 1991, 4 pays : le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, paraphent un accord de libre échange, leur permettant de créer la MERCOSUR. En 1996, cet ensemble régional comprend 200 millions d'habitants et un PIB de 768 milliards de \$. A l'avenir, il est prévu une configuration géoéconomique continentale, rassemblant les pays des 2 Amériques : la Zone de libre échange des Amériques (ZLEA) (17).

Dans d'autres contrées, s'il existe des regroupements à l'instar de l'union maghrébine, il y a trop d'obstacles pour l'amorce d'une véritable intégration.

Les quatre nouvelles conditions que nous avons évoquées, accélèrent le processus de mondialisation auquel certains pays en développement n'y ont pas échappé, quant aux autres, tôt ou tard, ils sont tenus d'y souscrire. Mais, déjà, les premières expériences ne sont pas probantes.

2-LES PAYS EN DEVELOPPEMENT (PED) DANS LA TOURMENTE DE LA MONDIALISATION : L'AUTONOMIE ECONOMIQUE MINIMALE EN TANT QUE PRINCIPE D'UNE VOIE DE DEVELOPPEMENT ALTERNATIVE.

A une époque donnée, ces pays ont eu la faculté d'expérimenter des schémas de développement différents, le dénominateur commun a été l'impasse dans laquelle ils se sont fourvoyés, avec tarissement des moyens financiers. Pour les obtenir des pays riches, ils ont été plus ou moins forcés, à l'instigation des institutions internationales, d'adopter le libéralisme qui est le mode parfait d'insertion dans le processus de mondialisation. Les pays franchement engagés dans cette voie, ont constaté combien leur économie est vulnérable aux chocs économiques et financiers extérieurs de même que leur impuissance à pouvoir les juguler, d'où la

question : comment réduire cette vulnérabilité pour amortir les chocs exogènes ?

2.1-Les PeD en quête de prospérité.

Malgré les efforts consentis pour un mieux-être, les PeD n'aboutissent qu'à des échecs socio-économiques, nécessitant une réflexion sur les modalités d'intégration dans l'économie mondiale.

-Développement intégré protégé et crise de l'endettement.

Dans les années 60, avec le vent de la décolonisation et la rivalité Est-ouest, les pays dits du Tiers-monde recouvrent leur indépendance politique, donc la liberté de décider de leur destin qui se joue, essentiellement, dans le champs économique. Pour ce faire, diverses stratégies de développement intégré vont s'élaborer et s'exécuter telles celles « de substitution aux importations » (pays latino-américains) ou « des industries industrialisantes » (Algérie). Le but est de dépasser la traditionnelle division internationale du travail où les économies arriérées produisent et commercialisent les matières premières contre les produits manufacturés, pâtissant de la dégradation des termes de l'échange.

Sous la houlette des puissances publiques, ces projets économiques à orientation nationale vont bénéficier d'importants financements extérieurs, sous forme de crédits, grâce aux réserves en pétrodollars cumulées dans les banques occidentales. De 1970 à 73, la dette à long terme s'est élevée de 66 à 109 milliards de \$, pour atteindre les 457 milliards de \$, en 1979 (18). Ce levier financier a eu, dans certains pays, des effets positifs sur la richesse nationale, dans d'autres, les résultats sont plutôt mitigés. En Amérique latine, de 1970 à 81, les taux annuels moyens de croissance économique ont été pour le Brésil, le Mexique et l'Argentine, respectivement, de 8,4%, 6,5% et 1,9% (19).

Si les bases d'une économie moderne ont été lancées avec une structure des exportations devenue plus étoffée en produits manufacturés, néanmoins, de graves distorsions économiques et financières apparaissent. Principalement, elles émanent de la gestion irrationnelle et laxiste des ressources multiformes suscitant le gaspillage et les sorties illégales de capitaux. De 1973 à 87, on a

estimé que le taux de fuite des capitaux financés sur endettement international a été en moyenne de 51,9%, pour un ensemble de 31 PeD (20). Près de la moitié de la dette retourne donc chez les créanciers originaires des nations riches, sans utilisation réelle au sein de celles débitrices, tenues d'en assurer le remboursement.

La gabegie financière et le ralentissement des exportations vers les économies industrialisées, en prise à la récession économique, au début des années 80, aggravent les déséquilibres extérieurs et réduisent fortement la capacité de remboursement de la dette par les PeD. En 1982, le Mexique annonce qu'il est en état de cessation de paiement. La communauté financière internationale prend la mesure de la « crise de l'endettement » : aveu d'échec de politiques économiques mal conduites. Dorénavant, pour obtenir des arrangements de paiement de la dette, auprès des créanciers, et accéder à des ressources financières additionnelles extérieures, les PeD sont tenus de mettre en œuvre le programme d'ajustement structurel (PAS) conçu et bien encadré par le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale (BM) et, plus tard, par l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'objectif est d'abolir toute forme de protectionnisme, en amenant les pouvoirs publics à se désengager des activités économiques, par la concrétisation de diverses mesures : réduction des dépenses publiques, levée des barrières douanières, privatisation, convertibilité de la monnaie, libéralisation financière et autres, afin d'instaurer une économie ouverte régulée par les lois du marché.

-Thérapie libérale et convulsions financiero- économiques.

La thérapie libérale a été mise en œuvre, avec plus ou moins de célérité, dans plusieurs pays. L'Argentine a été plutôt vite en besogne. Elle enregistre l'un des plus fort taux d'avancement du PAS. L'indice des réformes structurelles, calculé par la Banque interaméricaine de développement (BID), a augmenté de 0.45/0.50, en 1990, à 0.60/0.65, en 1995, soit la réalisation de 60 à 65% des objectifs du PAS (21). Le volet privatisation a reçu un traitement « choc » : entre 1990 et 1995, 123 opérations ont été menées « pour un montant équivalent à 1,2 % du PIB ». Le transfert des actifs bénéficia,

grandement, aux entreprises et banques étrangères. En 1994, ces dernières contrôlent 8 des 10 principales banques argentines (22).

La libéralisation économique enclenche un afflux de capitaux étrangers, notamment, en direction des pays asiatiques et latino-américains. De 1989 à 1997, la part de l'une de leur composante : les investissements directs étrangers (IDE), a augmenté de 16 à 31% dans le total mondial dont 8 à 21% pour l'Asie (sauf Japon) (23). Avec les fonds locaux, ils stimulent la production et les exportations. Au courant des années 90, dans les PeD émergents, le taux moyen de croissance du PIB a été de 5% (24). Il est vrai que des disparités existent au sein de cet ensemble de pays : de 1989 à 1999, l'Argentine a eu un taux de 4,2% tandis qu'au Brésil, il avoisine 1,8% (25). Quant aux pays asiatiques, le taux a été amplement positif et les exportations ont même subi une amélioration qualitative : les produits complexes ont, progressivement, supplanté ceux, technologiquement simple, à forte intensité travail. De 1985 à 1994, la part des produits pharmaceutiques, chimiques, ordinateurs, équipement de communication, voitures et machineries, s'accroît de près de 30 à 60% dans les exportations totales de la Corée du Sud (26). De plus, dans ce pays, ont été constitués les chaebols, assimilés à des conglomerats où Hyundai, Samsung, Daewoo et Lucky Goldstar (LG Group) ont une dimension mondiale. En 1995, les ventes des chaebols ont représenté 82% du PIB coréen (27).

Ces économies furent présentées comme des modèles de réussite. Néanmoins, elles allaient être confrontées à de graves crises, en 1997-98 en Asie et, en 1998-99, en Amérique latine. Bien que leurs caractéristiques économiques diffèrent, la logique de crise est similaire. Elle se manifeste dans les PeD asiatiques alors que leurs bases économiques sont structurellement stables, tandis que les économies latino-américaines sont en pleine phase de restructuration, donc structurellement instables. L'origine de ces crises réside dans le couplage d'une part, d'une monnaie nationale surévaluée par rapport à celle de référence : le dollar américain, d'autre part, de taux d'intérêt attractifs, favorisant l'entrée des capitaux, particulièrement, à court terme, dans un cadre interbancaire. Cette embellie financière pousse les banques à suivre une politique laxiste de distribution de crédits. En 1996, on évalua, qu'en moyenne, le ratio dette/capital des entreprises

en Corée du Sud, Thaïlande et Malaisie, se situa, respectivement, à 640%, 340% et 200% (28), dans les pays développés, il ne dépasserait pas les 100%.

La montée de l'endettement et le ralentissement des activités économiques font craindre aux investisseurs étrangers, une dépréciation des monnaies locales. Ils préfèrent, alors, transférer leurs capitaux, vers des marchés mondiaux plus sûrs. Ainsi, après avoir augmenté leurs engagements auprès des pays émergents, d'un montant de 120 milliards de \$ en 1996, les banques occidentales ont rapatrié 45 milliards de \$ en 1998 (29). Il s'ensuit une réduction des liquidités des banques, d'où une contraction des crédits se traduisant par des régressions économiques et des faillites. Lors de la crise asiatique, « 14 des 30 banques coréennes ont fermé, 58 des 91 compagnies financières thaïlandaises ont fermé » (30), sans compter le nombre d'entreprises redevables envers ces établissements financiers. Le redressement de ces économies émergentes nécessita, encore une fois, l'aide financière internationale. Le FMI accordera 100 milliards de \$ à la Corée « pour soutenir sa devise et son économie » (31), par ailleurs, l'Argentine obtiendra, difficilement, un plan d'aide financière de près de 40 milliards de \$, couvrant la période 2001-mi 2002, où sont impliqués les institutions multilatérales (FMI, BM et BID), L'Espagne et le secteur privé (32). Tandis que l'aide commençait à affluer, vers la fin 2001, L'Argentine convulse, de nouveau, sous les effets de la persistance des graves déséquilibres financiero-économiques.

Les dernières crises montrent l'imbrication des mécanismes financiers et réels, avec prédominance des premiers sur les seconds. Ainsi, nous entrons dans une nouvelle ère de la mondialisation : l'emprise de la finance mondiale sur les fondamentaux des PeD. Le social s'en trouve durement touché. Dans un rapport sur la dimension sociale de la mondialisation, paru courant février 2004, le Bureau international du travail (BIT) constate « les nombreux dégâts » : « abaissement des normes sociales, précarité grandissante, accroissement du chômage », surtout dans les pays les moins nantis (33). Avec la libéralisation économique et financière, les pouvoirs publics des PeD observe les dérives, sans avoir les moyens de les circonscrire. Ils agissent contraints, a posteriori, avec l'aide des institutions internationales et des pays occidentaux.

-Le principe de l'autonomie économique minimale.

En générant des mécanismes, au sein des économies nationales, à travers lesquelles interfèrent lourdement les lois du marché mondial, le processus de mondialisation lamine les moyens d'intervention traditionnels des Etats. Aussi convient-il de s'interroger sur la redéfinition du rôle de l'Etat, eu égard à la nouvelle donne mondiale. Ce à quoi, les puissances occidentales s'adaptèrent assez parfaitement.

Leurs pouvoirs publics se dotèrent des instruments nécessaires de protection et de stimulation de leur économie. Ils les exercent au niveau national, régional et/ou, même, international. En ce sens, ils conservent une liberté d'intervention leur permettant de préserver le dynamisme interne de leur économie, malgré les turbulences de l'économie mondiale.

Sur le plan du protectionnisme, quelques faits, d'ordre conjoncturel et structurel, nous éclaireront sur leurs pratiques. En 2001, les Etats-Unis imposent de hauts tarifs douaniers aux aciers importés, pour qu'ils ne concurrencent pas les aciers locaux. Par ailleurs, ils subventionnent leur agriculture. Dans ce secteur, l'UE met en œuvre une politique agricole commune (PAC), assurant un salaire décent aux agriculteurs européens. En 2002, on lui alloua 44% du budget européen (34). Les mesures protectionnistes américaines et européennes, en faveur de l'agriculture, visent à assurer l'autosuffisance alimentaire, à promouvoir les exportations et se servir des surplus, pour aider les nations pauvres mais aussi les dominer.

Sur le plan de la dynamisation économique, ils contribuent très efficacement dans la recherche-développement (R/D) des nouvelles technologies, par le biais de son financement, particulièrement, dans les secteurs militaire et de l'aérospatiale, ainsi que par les achats gouvernementaux de produits nouveaux. En Europe, la mise au point de Concorde, avion civil supersonique utilisant, à l'époque, les dernières technologies de pointe, n'a pu se concrétiser qu'avec l'aide financière des gouvernements français et anglais. Aux Etats-Unis, internet débuta chez les militaires.

Aujourd'hui, dans le monde, il devient indispensable, pour tout un chacun. Sur le marché des circuits intégrés, support de développement de l'informatique, les réticences des industriels envers ce produit fraîchement lancé, amena le gouvernement à acheter toute la

production, en 1962, pour une valeur de 4 millions de \$. Cet acte encouragea IBM, en 1964, à fabriquer le premier ordinateur incorporant des circuits intégrés : l'IBM 360, assurant à son fabricant la suprématie sur le marché de ce type de biens matériels (35).

Cette forme d'interventionnisme se perpétue encore, avec le versement de sommes faramineuses destinées à l'amélioration des produits et le lancement d'autres, nouveaux, pour les combats militaires et la conquête spatiale. Il en est ainsi, actuellement, des robots automatisés d'origine américaine et européenne, expédiés sur la planète Mars, à plusieurs millions de kilomètres. Distance qui donne, pratiquement, la mesure de l'écart technologique entre les pays développés et ceux, en développement, si l'unité de mesure de ce type d'écart aurait été le kilomètre.

Lorsque l'ampleur des problèmes transcendent les frontières nationales ou régionales, les puissances occidentales y font face de manière concertée. A cet effet, elles instituèrent le G 7, composé des pays les plus riches. Lors de sa création, en 1975, il réunissait la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Japon et les Etats-Unis. Dix ans plus tard, en 1985, l'Italie et le Canada les rejoindront. En 1997, Ils représentent 62% du PIB mondial (dont EU, 28%), avec 12% de la population mondiale (36).

Cette faculté d'intervenir à divers niveaux, sans compter l'influence de ces pays au sein des instances multilatérales, se trouve facilitée par les moyens multiformes dont ils disposent, mais aussi la prise en considération de l'intérêt général, à savoir la défense et l'amélioration constante du niveau de vie de leurs populations. Il est vrai que les PeD ne peuvent prétendre, dans les conditions actuelles, suivre de pareilles démarches, mues par des considérations nationales.

Dans son rapport 2003, sur le développement mondial, la Banque mondiale incite les PeD, confrontés à de multiples problèmes, à améliorer l'efficacité de leurs institutions et le mode de gouvernance en tenant compte du long terme (37). Dans cette perspective temporelle, selon les spécificités nationales, des efforts doivent être déployés, pour s'assurer d'une autonomie économique nationale minimale (AENM), réduisant les nuisances financières et économiques extérieures, en mettant en œuvre des politiques

économiques adéquates ; bref, tenter de revenir à une vision développe mentaliste un peu plus égocentriste.

2.2-Application du principe de l'AENM : cas de l'Algérie (38).

En Algérie, la faible compétitivité de l'économie, sans compter le manque de perspectives à long terme, nécessite toujours l'interventionnisme économique étatique. Néanmoins, les modalités d'action ne peuvent, en aucun cas, s'assimiler à celles qui ont prévalu dans le passé. Il y a donc un changement radical du contenu de l'interventionnisme, d'où du rôle économique de l'Etat. Pour ce faire, malgré la tendance à l'ouverture économique à outrance, il doit s'aménager une marge de liberté d'action, en se dotant des moyens nécessaires, pour permettre à l'économie de tirer sa vitalité, en partie, de ressources propres bien combinées et non, uniquement, des apports extérieurs.

Il s'agit là, de s'aménager une autonomie économique minimale face à une mondialisation envahissante, charriant avec elle, des pratiques concurrentielles impitoyables. La finalité est de tendre vers une économie productive de marché dont le développement serait, partiellement, endogénéisé. Avant d'avancer quelques éléments constitutifs du nouvel interventionnisme étatique, dans une perspective à longue échéance, voyons un préalable : la solution au problème d'instabilité affectant la vie économique du pays.

-Le problème économique algérien : l'instabilité économique.

Depuis l'indépendance, en 1962, l'Algérie a toujours été confrontée à une instabilité économique chronique systémique. La cause fondamentale est le choc des idéologies et la prédominance de l'une sur l'autre. Après l'idéologie libérale à caractère colonial, des années 60, succéda celle socialisante, des années 70, laquelle est supplantée, progressivement, par l'idéologie libérale, d'une part, pour des raisons internes dont la montée en puissance du sec-teur privé officiel et informel, d'autre part, pour des raisons extérieures, par sa généralisation à l'échelle mondiale, suite à l'effondrement du bloc socialiste.

A chaque substitution d'idéologie, en un laps de temps relativement court, il s'ensuit une nouvelle distribution du pouvoir de décision économique et des modalités pratiques de son exercice. Le tout se matérialise sur divers plans :

- *juridique : réadaptation continuelle des textes de loi et réglementaires,

- *institutionnel : création de nouvelles formes institutionnelles à un haut niveau étatique ou des niveaux subalternes,

- *organisationnel, d'aspect micro-économique : redimensionnement et autonomisation des entreprises publiques, injection d'entreprises privées de petite et moyenne taille,

- *structurel : modification rapide des parts relatives des secteurs juridiques (public/privé) et économiques (industrie/agriculture).

Un contexte aussi mouvant génère une incertitude permanente influant, négativement, sur le comportement des entités économiques, privées et publiques. Ce qui ne leur permet ni de rationaliser leur gestion, ni de s'engager dans des actions à terme, par le biais d'investissements lourds, particulièrement, sur fonds propres.

-La résolution du problème de l'instabilité économique : le statut de la propriété économique.

Résoudre ce problème de l'instabilité, revient à agir sur ses sources. L'une d'elle se situe au niveau micro-économique, celle de la propriété économique publique dont la remise en cause par la privatisation, sans discernement, suscite bien des appréhensions et des conflits sociaux incessants. Il nous semble qu'il conviendrait d'établir des règles de privatisation claires, fondées sur la rationalité économique. A ce propos, voyons deux cas de privatisation : du capital et de la gestion.

Tant le privé national qu'étranger sont intéressés par la cession du capital des entreprises publiques (EP). Néanmoins, il convient de pas forcer celles rentables à céder leurs actifs, particulièrement, lorsqu'elles arrivent à s'autofinancer. Par contre, la participation du capital privé serait intéressante, en vue de la croissance des EP.

Quant à la privatisation de la gestion, elle se concrétise par la concession. Dans le secteur agricole, son statut est contesté par ses bénéficiaires, poussant à la cession des actifs agricoles : la

privatisation totale. Actuellement, une telle privatisation des terres concédés, peut transformer le relatif désintérêt pour la production agricole en vaste entreprise de spéculation : lotissement, ventes totales ou partielles des terres. Les conséquences en seraient une diminution de l'espace agricole productif et, donc, du manque à gagner en biens alimentaires. En cette période difficile, la concession est le mode d'exploitation adéquat pour stabiliser la population rurale et la renforcer, avec les bénéficiaires d'origine citadine. Avec le temps, la possibilité de céder les terres pourrait être envisagée.

Pour le secteur minier, en général, ce qui pose problème, c'est le taux d'extraction des produits miniers. En concédant l'exploitation minière, l'Etat doit contrôler ce taux, afin de ne pas léser le droit des générations montantes, d'autant plus que les firmes exploitantes ont tendance à augmenter le rythme de production, pour maximiser les bénéfices à très court terme.

La clarification des règles de la privatisation dont certains aspects ont été évoqués, contribue à la stabilité économique. Par ailleurs, pour créer les meilleures conditions d'un développement durable, il convient de prendre en charge son milieu ambiant.

-Reconsidération de l'environnement culturo-spatial.

Nous en verrons deux facettes : la culture économique et financière ainsi que l'espace économique utile.

Après avoir été imprégnée par une culture économique socialisante, la population algérienne a été confrontée à la culture de l'informelle. Le message reçu dans le premier cas, a été de s'en remettre à l'Etat : culture d'assisté. Avec la défaillance étatique, le second message parvenu, est de savoir se débrouiller, loin des circuits officiels, pour gagner rapidement de l'argent et se mettre à l'abri du besoin. Ces deux messages confusément imbriqués, sont devenus le ferment de la culture économique et financière populaire, ne permettant pas à la majorité des algériens de se situer dans la nouvelle économie libérale. Comme ils se sont traduits au niveau des centres de décisions nationaux et locaux, des opérateurs économiques, privés et publics, par la négligence du management, sous ses multiples formes, y inclus celui de la communication. Il y a, assurément, un grave déficit en matière de culture économique et financière, générale et

spécialisée, pour comprendre, se situer et agir, en conséquence, chacun au mieux de ses intérêts.

Si la culture spécialisée n'est redevable qu'à une formation qualitative continue, la culture générale touchant le plus grand nombre, nécessite une action de communication de masse organisée. Il nous semble que le seul moyen efficient, serait l'ouverture d'une chaîne de télévision culturo-éducative permettant d'inculquer l'esprit d'initiative, de créativité, d'application au travail et le sens de l'épargne.

Sur le plan spatial, l'espace économique utile est plutôt restreint. En effet, l'essor du libéralisme a favorisé le foisonnement des activités de services et de productions matérielles, dans les grands centres urbains, disposant d'infrastructures et de marchés.

Néanmoins, si le renforcement de l'économie urbaine crée des emplois à travers un tissu désajusté, il induit un élément de surcharge et d'expansion urbaine anarchique. Dès lors, la capacité d'absorption des investissements diminue.

Pour élargir la base spatiale de l'économie productive de marché, il est indispensable, d'une part, d'alléger les centres urbains, d'autre part, valoriser les potentialités économiques des localités délaissées. Il s'agit d'une réorganisation de l'espace économique utile et son élargissement.

La reconsidération de l'environnement rend la conduite d'une politique économique plus performante.

-Mise en œuvre d'une politique économique structurante : quelques objectifs.

Cette politique structurante à très long terme doit s'appuyer sur des projets porteurs, formulés sous forme d'objectifs stratégiques, susceptibles de créer les futures opportunités d'investissement, comme ils auraient des effets structurants, à l'échelle du pays. Outre l'agriculture dont l'expansion permettrait la constitution d'une industrie agroalimentaire, parmi les objectifs stratégiques, nous évoquerons le transport ferroviaire et l'énergie solaire.

Malgré la diversité des moyens de transport, les pouvoirs publics des grands pays industrialisés, ont toujours eu une attention soutenue pour le rail et son industrie. Pour l'industrie ferroviaire

algérienne, le marché est vaste : maintenance des voies ferrées et de l'équipement roulant, extension du réseau ferroviaire, avec des possibilités d'exportation de know-how et de matériels, répondant aux besoins de certains PeD.

Dans le secteur énergétique, les sources traditionnelles : les hydrocarbures, sont tarissables dans le temps. L'un des effets de la pénurie se reflétera, d'abord, dans les coûts d'approvisionnement, ensuite, si tarissement il y a, dans l'obligation de se rabattre sur d'autres sources énergétiques, nécessitant de nouvelles technologies de production et de distribution. Elles ne pourraient être acquises que chèrement, auprès des groupes multinationaux, imposant les sources énergétiques à utiliser dont elles auront le contrôle. L'Algérie ne se trouve pas à l'abri de ces déboires. Aussi, convient-il de s'intéresser activement, à une source énergétique alternative et surtout, renouvelable. En fait, l'énergie solaire s'impose d'elle-même. Gratuite, elle est disponible sur tout le territoire. Il suffit d'entreprendre les efforts adéquats pour la domestiquer et permettre son utilisation, dans divers domaines économiques. Le développement de ce type d'énergie offrira beaucoup d'opportunités d'investissement, avec les possibilités d'exportation des produits susceptibles d'utiliser l'énergie solaire, dans diverses contrées du monde.

Cette démarche stratégique, bien incomplète, suppose un rôle actif de l'Etat, dans une perspective à long terme, afin de permettre, d'une certaine manière, à l'économie nationale de s'autodynamiser.

CONCLUSION.

La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau. Ses racines s'incrustent dans le mode de production capitaliste en vigueur, de longue date, dans les pays occidentaux, dont le développement nécessite des débouchés extérieurs, localisés dans les PeD.

Actuellement, l'économie mondiale subit une transformation qualitative où la finance mondiale domine les fondamentaux des divers pays suscitant des turbulences incessantes, dont nul n'est à l'abri. Si les pays développés, individuellement et/ou collectivement, peuvent limiter les effets déstabilisateurs, par contre les PeD les subissent de plein fouet, annihilant, partiellement ou totalement, les efforts fournis pour améliorer les conditions de vie des populations. Dans ces conditions, il convient aux Etats de concevoir des politiques économiques tendant, en partie, à endogénéiser le développement économique.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

- 1- On trouvera des développements intéressants de ces théories dans l'ouvrage NEME C., Economie internationale. Fondements et politiques, ED. Litec, 1991, pp 45-135.
- 2- Idem, pp150-152.
- 3- Les conséquences économiques et politiques des entreprises multinationales, Ed. Robert Laffont, Paris, 1974, p207.
- 4- La mondialisation n'est pas coupable. Vertus et limites du libre échange, Casbah Ed., Alger, 1999, p76.
- 5- Idem, p112.
- 6- MAGDOFF H., L'impérialisme de l'époque coloniale à nos jours, Ed. Maspero, Paris, 1979, p180.
- 7- LABICA G., « La théorie léniniste de l'impérialisme », in L'impérialisme, Colloque d'Alger du 21 au 24 mars 1969, Ed. SNED, Alger, 1970, p70.
- 8- Cité par BARAK M., « Quelques doctrinaires américains de l'impérialisme dans la seconde moitié du XIXe siècle », in L'impérialisme, op. cit., p53.
- 9- RODRIGUE J.P., L'espace économique mondial. Les économies avancées et la mondialisation, Presses de l'Université du Québec, 2000, p128.
- 10- Idem, p150.
- 11- MASNE (le) P., « Savoir et technologie, structures fortes d'échange international et nouvelles formes de la division internationale du travail » in Economie appliquée, tome LX, n°4, déc. 2002, p37.
- 12- DELAUNAY J.P., « hyperpuissance américaine, phénomène national et capitalisme », La pensée, n°335, juil/sept 2003, p85.
- 13- RODRIGUE J.P., op. cit., p17.
- 14- HALLARI I., « Les promesses non tenues de la mondialisation », in Les pièges de la finance mondiale, 2000, pp79-84.
- 15- SERVIGNY(de)A. et ZELENKO I., Economie financière, Dunod, Paris, 1999, p14.
- 16- JEFFERS E., « De quel poids les investisseurs institutionnels pèsent-ils sur l'économie française », in Les pièges..., op .cit., p103.

- 17- RODRIGUE J.P., op. cit., p181(tab.44).
- 18- RAFFINOT M., Dette extérieure et ajustement structurel, Edicef, 1991, p46 (tab.23).
- 19- RODRIGUE J.P., op.cit., p79 (tab.23).
- 20- RAFFINOT M., op. cit., p68 (tab.22).
- 21- MUSSET A., SANTISO J., THERY H. et VALUT S., Les puissances émergentes d'Amérique latine, Armand Colin/HER, Paris, 1999, p79.
- 22- Idem, p87.
- 23- RODRIGUE J.P., op . cit., p336.
- 24- ACEVEDO E., « Coordination en vue de la stabilité », in Mondialisation financière. Le point de vue de l'Amérique latine, s/s la direction de HAUSMANN R. et HIEMENZ U., BID/OCDE, 2000, p107.
- 25- L'état du monde, Annuaire économique et géopolitique, 2002, Ed. la Découverte et Syros, Paris, 2001, pp 428-29.
- 26- RODRIGUE J.P., op. cit., p 465.
- 27- Idem, p 468.
- 28- ARTUS P., Crises des pays émergents. Faits et modèles explicatifs, Ed. Economica, 2000, p7.
- 29- REGLING K., « Flux excessifs de capitaux à court terme », in Mondialisation financière, op.cit., p125.
- 30- ARTUS P., op. cit., p 34.
- 31- RODRIGUE J.P., op. cit., p 464.
- 32- Conseil national du crédit et du titre, rapport annuel, 2000, p 21.
- 33- Le monde du 25 février 2004.
- 34- Le monde du 24 février 2004.
- 34- HAUDEVILLE B., La politique industrielle américaine. Bilan et perspectives, Presses Universitaires de France, 1983, p 67.
- 37- « Sustainable development in a dynamic world. Transforming institutions, growth and quality of live, 2003, the world bank.
- 38- Les propositions sont extraites de SARI M. (Edit.), Algérie, horizon 2020 : vers une autonomie économique minimale, Impr. El Maaref, Annaba, 2002.